

Quatre questions écologiques pour la 5G

Je ne m'inspire pas souvent des Echos, organe économique «à droite toute». Mais là, c'est plutôt succulent que de reprendre quelques lignes de ce journal économique.

Le déploiement de la 5G est-il compatible avec les ambitions environnementales françaises? Les enchères sur les fréquences auront lieu en septembre, pour un lancement de la 5G avant fin 2020. Pour ses partisans, le temps presse. La France est à la traîne dans une course technologique mondiale menée par la Chine et les Etats-Unis. Du côté des «anti», on dénonce un manque de visibilité sur les risques sanitaires et environnementaux. Et de ne pas prendre en compte la demande de moratoire de la Convention Citoyenne pour le Climat, que notre président s'était engagé à suivre ad integrum excepté ces trois «jokers», dont ne faisait pas partie la 5G.

Les antennes relais vont-elles se multiplier?

Dans son cahier des charges, l'Arcep veut équiper 10.500 sites d'ici 2025. Dans un premier temps, sur les antennes 4G existantes, au moins jusqu'en 2025, nous dit-elle. La mise en place sur des supports existants permet aux opérateurs de réduire leurs coûts d'installation. Or ces équipements augmentent naturellement l'impact environnemental en utilisant des matériaux de pointe, ce qui augmente la facture énergétique, la consommation d'eau et l'utilisation de métaux rares. Après, la multiplicité des nécessaires antennes-relais (cell sites) n'arrangera pas ces factures.

La 5G est-elle plus énergivore que la 4G?

Sur cette question, «anti» et «pro» s'entendent: à usage constant, la 5G est plus économe que sa version précédente. Une antenne-relais consomme trois fois moins d'énergie, et offre plus de 15 fois plus de possibilité de débit. La consommation des données mobiles 4G augmente de près de 30% par an, tirée par le streaming vidéo qui représente environ 60% du trafic en France. On pourrait donc imaginer que la 5G permettra une économie d'énergie: c'est sans compter sur «l'effet rebond»: l'accès plus rapide aux données que permet la 5G boostera la consommation et compensera les économies d'énergie annoncées. La facture énergétique augmentera de 35% entre 2019 et 2025. Et rien n'est prévu pour démanteler les réseaux 2G et 3G encore existants. Énergivore ou pas, la 5G apparaît inéluctable. Vraiment? Le réseau 4G ne pourra pas indéfiniment supporter l'augmentation de la consommation des données mobiles. C'est en tous cas ce qu'on nous laisse croire.

Quel est le coût environnemental du renouvellement des smartphones?

La nouvelle génération de standards de téléphonie mobile implique de nouveaux terminaux compatibles. Ces derniers représentent à eux seuls 81% des impacts environnementaux du numérique en France, contre 14% pour les centres de données et 5% pour les opérateurs télécoms. Il y aura une augmentation de 15% du nombre de smartphones vendus. Or un smartphone est équipé de 70 matériaux différents, selon l'Ademe; il consommera à lui seul 10% de la production de cobalt annuelle.

Est-ce que le gouvernement peut faire quelque chose pour limiter l'impact écologique ?

Le 24 juin dernier, le Sénat a rendu 25 propositions pour réduire l'impact environnemental de la 5G, dont l'interdiction des forfaits illimités, l'incitation à utiliser le réseau filaire à la maison. Les sénateurs ont également proposé de renforcer les sanctions sur l'obsolescence programmée, encadrer le streaming vidéo ou encore créer une taxe carbone aux frontières européennes pour compenser le coût environnemental des terminaux importés. Bref, en limiter l'usage.

Ces mesures devraient être portées par le gouvernement, et entraîner non pas un effet rebond mais un «effet débond», selon le think tank «The Shift Project», de Jean-Marc Jancovici.

Les propositions nécessaires mais insuffisantes selon Agir pour l'environnement. Le débat public manque sur cette question, ainsi qu'une étude d'impact pour objectiver les risques, non seulement de consommation, mais aussi en santé humaine et animale. Ce que s'empresse d'organiser Cédric O, secrétaire d'état au numérique, à la rentrée avec les opérateurs, les associations et les collectivités territoriales. Ou pas.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

D'après les Echos: <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/le-cout-ecologique-de-la-5g-en-4-questions-1228972>